

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Il ne s'agit pas tant de protéger ses données personnelles mais bien de faire société ensemble, de préserver l'intimité et l'altérité

Lobet-Maris, Claire

Published in:

Petits entretiens de la vie privée

Publication date:

2016

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Lobet-Maris, C 2016, Il ne s'agit pas tant de protéger ses données personnelles mais bien de faire société ensemble, de préserver l'intimité et l'altérité. Dans *Petits entretiens de la vie privée: expérience quotidienne sur le web*. Presses universitaires de Namur, Namur, p. 147-156.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



Claire Lobet-Maris

« Il ne s'agit pas tant de protéger ses données personnelles, mais bien de faire société ensemble, de préserver l'intimité et l'altérité. »

Comment en êtes-vous arrivée à étudier les problématiques de vie privée ? Y a-t-il des lectures qui vous ont particulièrement éclairée pour mieux comprendre les changements sociaux à l'ère du numérique ?

Une auteure qui m'a particulièrement marquée est certainement Hannah Arendt¹. Je ne suis pas philosophe, et ce que j'en retire est assez intuitif. Elle m'a véritablement fait découvrir cette conception plus politique des interactions entre espace privé et espace public. La révolution industrielle, puis l'évolution de la société ont supprimé ou vidé l'espace privé : une série de pratiques qui étaient autrefois privées ont été transportées, non pas dans un espace public au sens de l'arène politique, de la vie de la cité ou de la démocratie mais dans un espace social, c'est-à-dire un espace de plus en plus soumis à des normes, liées à la révolution industrielle. Il s'ensuit une certaine standardisation, une certaine normalisation de comportements qui autrefois étaient très différenciés et venaient se rejoindre, dans une belle pluralité, dans l'espace public. Au fond, l'intérêt de toute cette analyse de la révolution industrielle, c'est le fait d'ajouter entre cet espace privé et cet espace public une troisième dimension qui est cet espace social, contrôlé par un certain nombre d'exigences industrielles, d'exigences de production et qui, de ce fait-là, en vient à calculer les comportements, à les standardiser, à les normaliser. Ainsi, quand on dit aujourd'hui que ce qui se passe sur les réseaux sociaux ou sur internet est de l'ordre de l'espace public, il me semble, au contraire, que ces pratiques virtuelles contribuent plutôt à cet espace social, un espace plus normé et calculé que la pluralité qui régit l'espace public.

La deuxième chose qui m'a beaucoup intéressée chez Hannah Arendt, c'est son concept de natalité. Au fond elle dit : la plupart des philosophes ont orienté leur philosophie avec comme point de référence la mortalité de l'être humain. Elle propose de renverser ce paradigme en l'orientant vers la natalité. Quand on est dans la mortalité, on est, nous dit-elle, dans une espèce de volonté de contrôle, d'arriver à quelque chose, de planification, de résultat,

¹ Hannah Arendt (1906-1975) est une philosophe allemande, naturalisée américaine. Ses travaux traitent du totalitarisme, de la modernité et du politique.

etc. Quand on est dans la natalité, on abandonne ces rêves d'omnipotence, de contrôle absolu, et on est, finalement, dans une perspective d'émergence, de se laisser surprendre par ce qui arrive, de l'accueillir et de composer avec ce qui arrive... sans avoir finalement cette perspective de la mortalité qui nous obligerait à contrôler tout ce qui nous arrive.

Un autre auteur qui m'habite, c'est Zygmunt Bauman². Il a une vue assez noire de la société. Il est quand même un de ceux qui, à travers son concept de « modernité liquide », a, mieux que d'autres, fait comprendre ce qui était en train de nous arriver, qui a été capable finalement de mettre des mots sur toute une série de comportements qu'on observe et qu'on met difficilement en récit cohérent. Cette cohérence-là, je l'ai retrouvée chez Zygmunt Bauman, même si je ne partage pas toujours son pessimisme et son côté « Tout est en train de se détériorer ». Pour Zygmunt Bauman, la modernité solide, c'est la vie de pèlerin, une vie en étapes bien balisées (le « *standard life's course* » : on étudie, on se marie, on fonde une famille...), qui est cadrée par des normes stables que nous donnent la famille, le travail, la religion, les grandes idéologies politiques, et qui nous permet de nous engager sur une voie « toute tracée ». La faillite des institutions, parmi lesquelles le travail et son chômage endémique, la difficulté des États-nations dans un monde toujours plus globalisé, vont jeter le trouble dans cette modernité bien cadrée. Les références et les normes se font plus difficiles dans un monde toujours plus ouvert et les engagements à long terme à la manière du pèlerin qui construisait son chemin sur le temps de sa vie deviennent à la fois plus incertains et dangereux. On comprend dès lors mieux que, face au déclin de la socialisation traditionnelle, des centaines de millions de personnes se connectent chaque jour sur des réseaux sociaux en y cherchant des repères dans une espèce de socialisation horizontale entre pairs. Aujourd'hui, nous dit Bauman, ce qui pose problème aux individus, ce n'est plus l'acceptation de la norme ou des normes auxquelles il fallait se conformer (la socialisation de la modernité solide) mais c'est leur absence ou plutôt leur trop-plein laissant à l'individu la charge des arrangements et des modèles à suivre autrefois pris en main par les institutions. Dans cette modernité liquide, l'individu, soulignent François Dubet³ et Danilo Martuccelli⁴ « monte en incertitude, devant devenir le héros de sa vie et du sens de celle-ci⁵ ». Et c'est bien cette incertitude que l'on tente d'éponger sur les réseaux sociaux où se mêlent à la fois quête identitaire et dérives commerciales.

² Zygmunt Bauman (1925-) est un sociologue d'origine polonaise. Ses travaux portent sur la « modernité liquide ».

³ François Dubet (1946-) est un sociologue français dont les travaux portent sur la marginalité des jeunes dans les écoles et les institutions.

⁴ Danilo Martuccelli (1964-) est un sociologue français, dont les principaux travaux portent sur la sociologie politique et la sociologie de l'individu.

⁵ François Dubet et Danilo Martuccelli, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 173.

Que pensez-vous du principe de droit à la déconnexion ? Est-ce un droit à faire valoir aujourd'hui ?

Ce droit à la déconnexion nous ramène à la question de la vie privée. La question de la vie privée est une question qu'on situe très souvent dans une espèce de paradigme du contrôle, il s'agit de gérer son identité, de maîtriser son image, de contrôler ce que l'on fait avec ses informations et ses données à caractère personnel. J'ai du mal avec ces propos qui pour moi s'apparentent à des injonctions impossibles. D'une certaine façon, ces diktats mettent l'accent sur une responsabilité individuelle en matière de protection de la vie privée qui me paraît à la fois culpabilisante et impraticable. Si on considère qu'aujourd'hui la monnaie d'échange de l'économie digitale, ce qui nous permet d'accéder à des services comme Google, YouTube ou Facebook réside justement dans les données personnelles qu'on leur fournit et qui sont revendues à des fins de marketing, alors dire aux gens « protégez-vous » revient à leur dire, dans l'économie réelle, « ne payez plus en euros ou en dollars »... Une telle injonction ne leur laisse guère de choix : soit vivre en ermite et ne pas se connecter, soit se sentir, comme la plupart d'entre nous, « misérables » parce qu'incapables de faire face... C'est ce que j'appelle « le misérabilisme de la vie privée ».

Derrière ces injonctions à protéger sa vie privée se profile aussi, selon moi, une vision d'un « sujet fictionnel », le sujet de droit, libre, autonome et capable. Or nous sommes tous des sujets sociaux fabriqués par le regard des autres et par les normes qui se dégagent de nos interactions sociales. En ce sens, ce qui se passe aujourd'hui sur les réseaux sociaux n'est pas très différent de ce qui se passe dans la vie réelle : nous nous fabriquons et sommes fabriqués par le regard des autres... À l'exception notable de trois éléments importants. Le premier réside dans l'emprise du consumérisme et du marketing sur cette petite fabrique sociale des individus. Le deuxième tient dans la lecture difficile des normes sociales qui régissent la fabrique. Quand Google ou Facebook nous envoient des publicités qui « nous correspondent », on a bien du mal à comprendre ce qu'ils savent de nous et pourquoi ces publicités devraient nous intéresser. On sait que derrière cette machinerie, il y a des calculs statistiques de profils mais ces calculs ne nous sont pas intelligibles et ne permettent dès lors pas de nous situer, de réfléchir... comme quand un ami nous passe un CD ou nous conseille un film en nous disant « cela devrait te plaire »... Le troisième élément est très lié à ce qui précède. Il tient dans l'identité et le lien social qui résultent de cette fabrique. L'identité fabriquée par les profils est une identité pointilliste et volatile, qui fragmente et individualise plus qu'elle ne relie et solidarise. Les profils sont essentiellement mouvants, les traces que nous laissons sur internet donnant lieu à d'incessantes re-fabrications statistiques de profils, rendant toute appartenance collective impossible par manque de compréhension de ce qui préside aux regroupements et par leur extrême volatilité. C'est, selon

la très belle expression de Thomas Hylland Eriksen⁶, « l'hégémonie des fragments⁷ ».

Protéger sa vie privée dans le monde virtuel serait finalement une injonction impossible ?

Je pense effectivement qu'inviter les gens à grand renfort de lois et de publicité à protéger leurs données personnelles est une injonction impossible dans l'économie digitale. Plus fondamentalement, quand on dit « protégez vos données personnelles », on a un peu l'impression que l'on parle d'un stock que l'on pourrait gérer... plus de données personnelles... moins de données personnelles. Or, derrière ces données, il y a un enjeu politique qu'il faut pouvoir mettre en évidence. L'enjeu politique, c'est la protection de la vie privée. Mais que veut encore dire la vie privée dans notre société ? La claire séparation entre espace privé et espace public n'a cessé d'évoluer et de se brouiller depuis la révolution industrielle amenant toujours plus de standardisation de comportements autrefois très privés comme le travail par exemple mais aussi les façons de se nourrir, de vivre, d'habiter, de voyager, de connaître, d'aimer...

Quels sont alors les enjeux de la vie privée ?

Il y a selon moi deux traductions contemporaines et politiques que l'on peut donner à la vie privée : la première concerne l'attention et notre capacité à faire société et la seconde touche à la standardisation et l'individualisation de la vie et les questions que cela soulève au niveau de la pluralité.

Commençons par la première traduction, la question de l'attention. Je l'ai dit, nous vivons dans une économie digitale et le moteur de cette économie, ce sont les données à caractère personnel... Sans ces données, le modèle économique ne tient pas puisqu'elles servent à créer de la valeur commerciale au départ de services qui, comme Google, Facebook et autres, sont généralement gratuits. À quoi servent ces données ? À l'évidence, à nous étudier, à nous explorer, à nous comprendre à grand renfort d'algorithmes qui, en temps réel, permettent de vous « accrocher » ou plutôt d'accrocher votre attention, d'attirer votre regard sur des informations, des services, des produits qui correspondent exactement à l'état dans lequel vous êtes au moment où vous recevez ces « alertes » : le lieu (grâce à la géolocalisation), la préoccupation (grâce au ramassage des données), les sentiments...

Pourquoi cette course à l'attention ?

On sait que ce qui est rare, dans la société dite de l'information, n'est plus l'information elle-même, mais l'attention. Ce passage de la rareté à l'abon-

dance est sans doute un des « faits » majeurs du monde contemporain. Déjà au début des années 1970, Herbert Simon⁸ soulignait que cette abondance informationnelle allait se heurter aux limites de notre rationalité. Dès lors, cette abondance fait de la recherche de l'attention un des ressorts centraux des interactions sociales : être visible, reconnu, entendu dans un monde où les signaux explosent devient un enjeu majeur, tant pour les individus que pour les organisations. Ce qui explique nos comportements à la fois exhibitionnistes et voyeuristes sur internet. Ce qui explique aussi la montée en puissance de ces nouveaux modèles d'affaires où les services sont gratuits mais dont la monnaie d'échange est la collecte de tous ces attracteurs potentiels d'attention que sont les données à caractère personnel. Ainsi, la réflexion sur l'abondance informationnelle et les limites de l'attention humaine est au cœur de l'économie digitale : Thomas Davenport⁹ et John Beck¹⁰ feront de « la compréhension et la gestion de l'attention¹¹ » un élément majeur de la compétitivité.

Or l'attention est une ressource humaine et sociale précieuse, quasi sacrée si on suit les enseignements d'Erving Goffman¹², puisque c'est elle qui est à la base de toute interaction sociale et qui nous permet de faire société. Elle est aussi précieuse au plan personnel puisqu'elle nous permet de réfléchir, de méditer, de nous développer en nous donnant de l'attention... Mais cette attention est limitée, elle est quelque part comme ces ressources naturelles que nous devons protéger pour notre développement humain.

Dès lors, le premier enjeu de ce concept de vie privée concerne justement cette lente dégradation de nos capacités d'attention inextricablement liée au paradigme dominant de l'économie digitale. Dans cette économie, il n'y a pas d'un côté les exploiters d'attention et de l'autre les victimes, à savoir ceux à qui on « prend » les données pour en faire des attracteurs d'attention. Quand on parle de paradigme, c'est bien pour signifier qu'il s'agit d'un système auquel tous sont parties prenantes, les citoyens comme les entreprises : les citoyens parce qu'eux aussi ont envie d'attirer l'attention, d'exister sur la toile, de « crier fort pour être entendus » et dès lors constituent un formidable levier pour cette économie ; les citoyens, encore, parce que face à cette surabondance informationnelle, nombre d'entre nous apprécient d'être prothésés par tous ces économiseurs d'attention que sont les propositions de mots clés, d'hôtels, d'amis, de livres... ; et les entreprises, bien sûr, pour les raisons de compétitivité expliquées plus haut. Nous sommes tous embarqués

⁶ Thomas Hylland Eriksen (1962-) est un anthropologue, écrivain et penseur norvégien.

⁷ Thomas Hylland Eriksen, *Tyranny of the Moment: Fast and Slow Time in the Information Age*, London, Pluto Press, 2001.

⁸ Herbert Simon (1916-2001) est un économiste américain, prix Nobel d'économie en 1978.

⁹ Thomas Davenport (1954-) est un professeur américain en gestion.

¹⁰ John Beck est un chercheur et consultant américain en gestion.

¹¹ Thomas H. Davenport et John C. Beck, « The Attention Economy », *Ubiquity*, mai 2001.

¹² Erving Goffman (1922-1982) est un sociologue et linguiste américain d'origine canadienne. Avec Howard Becker, il est l'un des principaux représentants de la deuxième École de Chicago.

dans ce système qui progressivement dégrade notre capacité collective d'attention des uns aux autres et au monde qui nous entoure...

Protéger sa vie privée est pour moi dès lors moins une question de contrôler mon image, de contrôler ce qu'on fait de mes données, etc., mais plus de l'ordre de ce sentiment profond que j'éprouve, d'une espèce d'intranquillité permanente, une inquiétude qui est due au fait que progressivement, nous nous laissons tous embarquer dans un jeu incessant et au final assez addictif d'attraction de l'attention.

Pourrait-on apprendre à être attentif autrement, comme si le fait d'être constamment interpellé était un bruit de fond tel que celui de l'autoroute auquel on pourrait s'habituer ?

Sans doute, nous sommes tous très adaptables, mais est-ce souhaitable ?... Il me semble fort important de rappeler que l'attention n'est pas une ressource illimitée et qu'en même temps elle est sacrée dans la mesure où elle conditionne notre capacité à être au monde, aux autres et à nous-mêmes. Je pense que la pire des choses est de traiter ces questions de la dégradation de l'attention comme des problèmes comportementaux, en parlant par exemple de troubles de l'attention, d'addiction à internet... alors que ce sont des problèmes ou des questions politiques qui doivent d'abord se résoudre sur ce plan-là. Je vois au moins deux orientations qui peuvent soutenir cette réflexion politique. Avec ma collègue Stefana Broadbent dans le cadre d'une table ronde européenne qui a donné lieu à un manifeste « The Onlife Manifesto¹³ », nous avons développé le concept d'écologie de l'attention comme pendant à cette économie de l'attention. D'une certaine manière, ce que nous voulions signifier par ce concept, c'est que la dégradation de l'attention est une question aussi critique et politique que celle de la dégradation des ressources naturelles. À travers ce concept, on peut faire réfléchir nos pratiques et rendre à l'attention toute l'attention politique et sociale qu'elle mérite.

La deuxième voie concerne la gratuité des services. Quand j'étais petite, mon père me disait toujours de me méfier de ce qui est gratuit, que ce qui est gratuit est toujours un peu suspect. Tous ces services gratuits vivent grâce à nos données personnelles qui en sont la véritable monnaie d'échange. On sait aussi que les services dits propres, c'est-à-dire qui ne collectent pas nos données à caractère personnel, ne survivent pas faute de *business model* adapté ; ils n'ont ni les ressources ni les externalités de réseau suffisantes pour se développer dans une économie digitale dominée par la gratuité. Une piste politique envisageable pourrait être justement de revenir à une économie plus classique où les termes de l'échange sont connus de tous et se règlent en utilisant les moyens traditionnels, à savoir l'argent... Cette question revient souvent sur la table et notamment dans les grands rassemblements qui se

¹³ [https://ec.europa.eu/digital-agenda/sites/digital-agenda/files/Manifesto_fr_0.pdf].

forment à l'occasion de nouvelles réglementations « vie privée », cette piste est même parfois brandie par l'industrie comme menace en réponse à des obligations « vie privée » qui pourraient être trop contraignantes pour leur développement... Pourquoi ne pas se saisir de cette menace et en faire une opportunité ? Ce serait en tout cas un geste politique fort mais qui n'a de chance d'aboutir que s'il est entrepris au niveau international.

Venons-en à votre second enjeu de la vie privée...

Pour moi, le second enjeu de la vie privée touche à la standardisation et l'individualisation de la vie et les questions que cela soulève au niveau de la pluralité. Pour expliquer cela, il me semble important de faire un bref arrêt sur ce qui caractérise les technologies contemporaines. Contrairement à celles qui se sont profilées dans la foulée de la révolution industrielle, les technologies actuelles ne servent plus seulement à faire quelque chose, comme des opérations, des classements, des fraisages... qu'à être. Avec l'informatique sociale, avec ces technologies de « l'être », on sort de l'univers organisationnel du travail et d'une informatique visant à objectiver les connaissances opératoires, pour entrer dans celui du quotidien, de la vie sociale, des connaissances personnelles, de l'identité ou encore du « soi ». Comme pour l'informatique du « faire », on constate ici aussi une standardisation de ces connaissances identitaires ou personnelles et une mise à distance des contextes vivants dans lesquels ces informations ont été produites. Cette décontextualisation est possible du fait des multiples traces ou données numériques que nous laissons derrière nous à chaque mouvement opéré sur le web. Louise Merzeau¹⁴ observe que « c'est cette déliaison des traces qui permet d'en faire une exploitation administrative ou commerciale. Détachées de la personne qu'elles identifient, elles sont ouvertes à d'innombrables « refabrications » en fonction des stratégies et des besoins¹⁵ ».

La mise à distance signifie pour l'homme une perte de maîtrise, non seulement de la connaissance, mais surtout de ce qu'elle permet en termes de liberté, de réflexivité et de capacité de négociation. Cette perte de savoir-pouvoir ne concerne plus les gestes et les connaissances opératoires, mais porte à présent sur la connaissance de soi, sur son identité. Mettre à distance consiste aussi à se dégager de l'homme dans ce qu'il peut avoir d'incertain ou d'imprévisible. Ce processus d'affranchissement de l'incertitude humaine est au cœur des dispositifs managériaux et technologiques mis en œuvre dans les entreprises depuis la fin du dix-neuvième siècle. Marqué par l'analyse de la flânerie systématique que fait Taylor¹⁶ à la fin du dix-neuvième siècle, le

¹⁴ Louise Merzeau (1963-) est une enseignante et chercheuse française, dans le domaine des sciences de l'information et de la communication.

¹⁵ Louise Merzeau, « Du signe à la trace : l'information sur mesure », *Hermès*, n° 53, 2009, p. 24.

¹⁶ Frederick Winslow Taylor (1856-1915) est un ingénieur américain, célèbre pour son modèle de l'organisation scientifique du travail, dit le « taylorisme », qui réside dans une double division

management s'inscrira radicalement dans une perspective de contrôle sur les travailleurs par une objectivation de leurs connaissances en tant que sources de pouvoir et, dès lors, d'incertitude. La mise en méthodes formelles des gestes et des processus et, par la suite, leur informatisation servent en quelque sorte à encadrer les travailleurs dans des dispositifs dont la conception et le contrôle sont à présent dans les mains du management. Il s'agit de maîtriser l'incertitude humaine en la canalisant dans des opérations et des processus prédéfinis. Ces dispositifs, organisationnels comme informatiques, contribuent à asseoir un nouveau rapport de production tout en permettant une meilleure productivité du travail.

Avec l'informatique sociale, ce n'est plus la non-prévisibilité du travailleur qui est en cause mais celle du consommateur ou du citoyen. L'incertitude du consommateur ou du citoyen est celle de ses intentions. Maîtriser ces intentions et surtout les anticiper déplacent la cible technologique du monde de l'actuel, qu'il s'agit d'encadrer de manière rétrospective, au monde du potentiel qu'il s'agit de découvrir – ou plutôt de fabriquer – de manière anticipée. Les traces identitaires que nous laissons derrière nous servent à cela : calculées de manière dynamique, confrontées à celles des autres, elles nous fabriquent dans des profils qui filtrent notre vision des choses, orientent notre perception, pour encadrer nos choix et nos décisions.

D'une informatique de production qui encadre et standardise *ce que nous faisons*, on passe à une informatique qu'on pourrait qualifier de socialisante et qui entend standardiser et encadrer *ce que nous sommes*. Il faut évidemment replacer cette informatique sociale dans le contexte de la modernité liquide et de cette dilution progressive des repères sociaux collectifs due à la fois à la globalisation du monde et à la faillite des institutions. C'est ce contexte qui explique à la fois le succès de cette informatique sociale qui aide finalement à se fabriquer socialement tout en nous fabriquant... mais aussi la montée en puissance de toute une série d'autres technologies dans le domaine de la surveillance qui, s'appuyant sur la biométrie ou la lecture des corps, entendent donner une lisibilité sociale objective à des individus dont les comportements sont aujourd'hui plus incertains, moins lisibles...

Ce qui est important dans tout cela, c'est, me semble-t-il, deux choses qui toutes deux interrogent la pluralité du monde. La première concerne la standardisation de nos comportements autrefois privés. Françoise Collin, philosophe belge bien trop méconnue, souligne que, pour Hannah Arendt, « dans le monde moderne, ce qui est antagonique du politique n'est plus tant le privé que le social, ou le socio-économique qui s'étend démesurément. À la faveur de ce déplacement, le privé se trouve en quelque sorte revalorisé comme poche de résistance à la trivialité du social : richesse de l'intime, du

secret, où chacun peut trouver au moins une certaine chaleur¹⁷... ». Et donc, c'est bien de ce déplacement dont il est question aujourd'hui, de ce recul du privé à la faveur d'une nouvelle extension du social ou du socio-économique sur une sphère de pensées, d'attitudes, de pratiques autrefois privées. Cela se perçoit clairement quand les gens qu'on interroge nous disent ce qu'est pour eux la vie privée. Ils se raccrochent à la métaphore spatiale. Et l'espace dont ils nous parlent est celui d'un cocon protecteur, d'un foyer, d'une intimité charnelle dans lesquels ils peuvent se « reposer », sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour faire face à la « violence » du monde, à la tyrannie du socio-économique. Et le paradoxe est bien là car ce que proposent aujourd'hui certaines technologies de l'être est justement de trouver ce « cocon protecteur », cet échange de l'intime dans des réseaux sociaux qui *de facto* les sortent de l'intimité, de ce cocon protecteur pour les plonger dans le règne du socio-économique et sous la gouverne d'autres normes et standards que ceux de la protection des individus comme la performance ou la popularité... C'est là, me semble-t-il, un des enjeux majeurs de la vie privée, ce recul, ce déplacement qui nous expose toujours plus et dès lors nous rend si vulnérables et épuisés socialement puisque les refuges s'amenuisent, voire disparaissent... Mais la disparition de ces refuges, leur marchandisation et leur standardisation posent à l'évidence aussi la question de l'espace public, du politique qui ne peut se faire que dans l'altérité, dans la rencontre de pensées et de comportements différents : comment faire exister cette altérité quand les comportements, les attitudes et les pensées deviennent toujours plus standards... C'est le règne de la pensée unique, mais une pensée unique dont la fabrication se fait de manière très peu intelligible et extrêmement volatile dans une espèce de popularité statistique en permanence recalculée...

De là, le second phénomène que je voulais souligner, c'est l'extrême individualisation et volatilité de nos identités et liens sociaux. J'en ai déjà parlé plus haut avec cette belle expression « l'hégémonie des fragments ». Autrefois, quand nous regardions une information à la télévision, nous savions – plus ou moins – que nous étions fabriqués par l'émission regardée mais nous étions fabriqués ensemble et nous pouvions en parler, la multiplication des chaînes permettant à chacun de se forger son opinion. En clair, la différenciation sociale, lisible en termes de rapports sociaux au monde et aux autres, fait place, avec l'informatique sociale, à une indifférence statistique où les principes de classement extrêmement volatils, en perpétuel calcul, ne se laissent ni comprendre ni utiliser pour se positionner, se construire, créer du lien et faire débat... C'est finalement la réflexivité à soi, l'altérité et les solidarités aux autres qui se voient interrogées, mises en difficulté par cette informatique dite « sociale ».

du travail et qui vise à augmenter la productivité des travailleurs.

¹⁷ Françoise Collin, « Du privé et du public », *Les Cahiers du GRIF*, vol. 33, n° 1, 1986, p. 50.

Que faire alors ?

En prendre conscience certainement et surtout bien positionner la question de la vie privée dans le plan politique qui vient d'être évoqué en soulignant qu'il ne s'agit pas de protéger ses données personnelles mais bien de faire société ensemble, de faire évoluer la société et pour cela il faut à la fois préserver ce repos des guerriers qu'est l'intimité et cette base du développement qu'est l'altérité. Françoise Collin résume magistralement ce problème qui se joue dans cette nouvelle page de l'informatisation de la Société : « Dans le social, tout s'exhibe mais personne n'apparaît. Dans le social, tout se dit mais personne ne parle¹⁸. »

Tout est dit...

¹⁸ *Ibid.*, p. 49.